

Considérant la demande de la commune de Saint-Vith de continuer à organiser à partir de cette date des audiences à Saint-Vith sur la base de l'article 66 du Code judiciaire ;

Considérant la très grande distance entre Eupen et Saint-Vith;

Considérant, dès lors, l'urgence d'assurer la continuité du service public à Saint-Vith, dès la suppression du canton au 1^{er} octobre 2019 ;

Considérant les avis positifs unanimes des autorités judiciaires,

Arrête :

Article 1^{er}. Le second canton judiciaire d'Eupen - Saint-Vith ayant son siège à Eupen peut tenir des audiences à Saint-Vith pour ce qui concerne la ville de Saint-Vith et les communes d'Amblève, de Bullange, de Burg-Reuland et de Butgenbach, conformément à l'article 66, § 2 du Code judiciaire.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2019 et cesse d'être en vigueur le 30 septembre 2020.

Bruxelles, le 24 septembre 2019.

K. GEENS

Overwegende het verzoek van de gemeente Sankt-Vith om vanaf deze datum zittingen te Sankt-Vith te blijven organiseren op grond van artikel 66 van het Gerechtelijk Wetboek;

Overwegende de zeer grote afstand tussen Eupen en Sankt-Vith;

Overwegende, om die reden, de hoogdringendheid teneinde de continuïteit van de openbare dienst in Saint-Vith te waarborgen vanaf de opheffing van het kanton op 1 oktober 2019;

Overwegende de unanieme positieve adviezen van de gerechtelijke autoriteiten,

Besluit :

Artikel 1. Het tweede gerechtelijk kanton Eupen - Sankt-Vith met zetel te Eupen, kan voor wat betreft de stad Sankt-Vith en de gemeenten Amel, Büllingen, Burg-Reuland en Bütgenbach, overeenkomstig artikel 66, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek zitting houden te Sankt-Vith.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2019 en treedt buiten werking op 30 september 2020.

Brussel, 24 september 2019.

K. GEENS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14724]

17 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française ;

Considérant qu'il convient de permettre au Gouvernement de fonctionner de la façon la plus efficace possible ;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public ;

Sur proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° " Ministre " : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française ;

2° " Loi " : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014 ;

3° " Décret " : le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président, est compétent pour :

1° la coordination de la politique du Gouvernement et celle de sa communication ;

2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral, Gouvernements des Communautés et des Régions, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement ;

3° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes et la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi ;

4° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du collège des procureurs généraux, telles que visées à l'article 11^{bis} de la loi ;

5° la coordination des dossiers relatifs aux fonds structurels européens, de leur mise en oeuvre et de leur évaluation, y compris les relations avec les institutions européennes, nationales et régionales ;

- 6° l'évaluation, la prospective et la statistique ;
- 7° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale.

Art. 3. Frédéric Daerden, Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement, est compétent pour :

- 1° le budget, les finances et la trésorerie ;
- 2° la fonction publique et l'administration ;
- 3° la simplification administrative ;
- 4° l'e-gouvernement et l'informatique administrative ;
- 5° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière ;
- 6° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6quinquies de la loi ;
- 7° l'égalité des chances et l'interculturalité ;
- 8° la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement ;
- 9° les bâtiments scolaires.

Art. 4. Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes, est compétente pour :

- 1° les matières culturelles, telles que visées à l'article 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, de la loi, en ce compris le cinéma ;
- 2° le contrôle des films, en vue de l'accès des mineurs aux salles de spectacle cinématographique, tel que visé à l'article 5, V, de la loi ;
- 3° la politique de santé qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 6°, f), du décret ;
- 4° l'aide aux personnes qui relève des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance, telle que visée à l'article 3, 7°, a), du décret ;
- 5° les centres de vacances, pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4, 7°, 12°, 14°, et 5 de la loi, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci ;
- 6° les activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants, tels que visés à l'article 3, 6°, e), du décret ;
- 7° l'accueil de l'enfance ;
- 8° la coordination de la politique du Gouvernement relative à la réalisation des droits de l'enfant ;
- 9° l'Office de la naissance et de l'enfance ;
- 10° les aspects de contenu et techniques des services de médias audiovisuels et sonores, tels que visés à l'article 4, 6°, de la loi, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral ;
- 11° le soutien à la presse écrite, tel que visé à l'article 4, 6° bis, de la loi ;
- 12° les droits des femmes.

Art. 5. Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, est compétente pour :

- 1° l'enseignement supérieur, en ce compris :
 - a. l'enseignement universitaire ;
 - b. l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long ;
 - c. l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires ;
 - d. les statuts du personnel de l'enseignement supérieur ;
- 2° les allocations et prêts d'études ;
- 3° les hôpitaux universitaires, tels que visés à l'article 3, 6°, a), du décret, et les conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux universitaires, telles que visées à l'article 3, 6°, b), du décret ;
- 4° l'Académie royale de Médecine, telle que visée à l'article 3, 6°, c), du décret ;
- 5° l'agrément et le contingentement des professions des soins de santé ;
- 6° la Société scientifique de médecine générale ;
- 7° la recherche scientifique, en ce compris l'encouragement à la formation des chercheurs tel que visé à l'article 4, 2°, de la loi ;
- 8° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et au F.R.I.A. ;
- 9° l'Académie royale des Sciences ;
- 10° l'enseignement de promotion sociale ;
- 11° les statuts des personnels de promotion sociale ;
- 12° l'enseignement à distance ;
- 13° l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7°, b) à f), du décret ;
- 14° la politique de la jeunesse, telle que visée à l'article 4, 7°, de loi ;
- 15° l'organisation, le fonctionnement et les missions des maisons de justice et du service compétent pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, tels que visés à l'article 5, III, de la loi ;
- 16° le financement des infrastructures touristiques sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- 17° la promotion de Bruxelles au niveau national et international ;

18° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ;

19° assister au Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, en application de l'article 76 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

20° l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, tels que visés à l'article 4, 9°, de la loi, à l'exclusion des matières visées à l'article 3, 1°, du décret ;

21° le contrôle médico-sportif, tel que visé à l'article 3, 6°, g), du décret.

Art. 6. Caroline Désir, Ministre de l'Education, est compétente pour :

1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la Constitution, à l'exception de l'enseignement de promotion sociale, en ce compris :

a. l'enseignement fondamental ;

b. l'enseignement secondaire ;

c. la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi à l'exception des missions confiées à l'Office de la naissance et de l'enfance ;

d. la reconversion et le recyclage professionnels ;

e. l'enseignement artistique à horaires réduits ;

f. l'enseignement artistique de niveau secondaire ;

g. l'inspection de l'enseignement ;

h. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information ;

i. la formation postscolaire et parascolaire, telle que visée à l'article 4, 12°, de la loi;

j. les statuts des personnels de l'enseignement obligatoire, à l'exception de l'enseignement supérieur ;

k. la formation intellectuelle, morale et sociale, telle que visée à l'article 4, 14°, de la loi;

l. les centres psycho-médico-sociaux ;

m. l'enseignement spécialisé ;

n. les écoles européennes ;

o. l'orientation scolaire ;

p. le pilotage interréseaux.

Art. 7. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par le Ministre-Président.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2016 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 10. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 septembre 2019.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DÉsir

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/14724]

17 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 tot 129 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximaal aantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de Regering de mogelijkheid moet worden geboden om zo doeltreffend mogelijk te kunnen werken;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder:

1° "Minister" : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° "Wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° "Decreet" : het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen.

Art. 2. Pierre-Yves Jeholet, Minister-President, is bevoegd voor :

1° de coördinatie van het Regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;

2° de intra-Belgische betrekkingen, met inbegrip van het aanhangig maken van vraagstukken bij het Overlegcomité Federale Regering, Regeringen van de Gemeenschappen en Gewesten, de werking van de instellingen en de betrekkingen met het Parlement;

3° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese instellingen, en de ontwikkelingssamenwerking zoals bedoeld in artikel 6 ter van de wet;

4° het verzoek om vervolgingen te bevelen, de deelneming aan de uitwerking van de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid en de deelneming aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal, zoals bedoeld in artikel 11bis van de wet;

5° de coördinatie van de dossiers betreffende de Europese structuurfondsen, de toepassing en de evaluatie ervan, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, nationale en gewestinstellingen;

6° de evaluatie, de prospectie en de statistiek;

7° de verdeling van de middelen uit de Nationale Loterij.

Art. 3. Frédéric Daerden, Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement", is bevoegd voor:

1° de begroting, de financiën en de thesaurie;

2° de ambtenarenzaken en het bestuur;

3° de administratieve vereenvoudiging;

4° het e-government en de administratieve informatica;

5° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende zaken;

6° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6quinquies van de wet;

7° de gelijke kansen en interculturaliteit;

8° het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement";

9° de schoolgebouwen.

Art. 4. Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, is bevoegd voor :

1° de culturele aangelegenheden, zoals bedoeld in artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 8°, 10°, 13°, van de wet, met inbegrip van de filmsector;

2° de filmkeuring, met het oog op de toegang van minderjarigen tot bioscoopzalen, zoals bedoeld in artikel 5, V, van de wet;

3° het gezondheidsbeleid, dat behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, f), van het decreet;

4° de bijstand aan personen, die behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la naissance et de l'enfance" worden toegewezen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, a) van het decreet;

5° de vakantiecetra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4, 7°, 12°, 14°, en 5 van de wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering ervan aangenomen decreten;

6° de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde bestemd voor zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, e), van het decreet;

7° de kinderopvang;

8° de coördinatie van het Regeringsbeleid met betrekking tot de verwezenlijking van de rechten van het kind;

9° de "Office de la naissance et de l'enfance" ;

10° de inhoudelijke en technische aspecten van de audiovisuele en de auditieve mediadiensten, zoals bedoeld in artikel 4, 6° van de wet, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de federale regering;

11° de hulp aan de geschreven pers, zoals bedoeld in artikel 4, 6° bis, van de wet;

12° vrouwenrechten.

Art. 5. Valérie Glatigny, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel, is bevoegd voor :

1° het hoger onderwijs, met inbegrip van :

- a. het universitair onderwijs,
- b. het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;
- c. het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;
- d. de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;

2° de studietoelagen en -leningen;

3° de universitaire ziekenhuizen, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, a), van het decreet, en de revalidatieovereenkomsten die met de universitaire ziekenhuizen worden gesloten, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, b), van het decreet;

4° de "Académie royale de Médecine", zoals bedoeld in artikel 3, 6°, c), van het decreet;

5° de erkenning en de contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

6° de "Société scientifique de médecine générale";

7° het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van de aanmoediging van de vorming van navorsers, zoals bedoeld in artikel 4, 2°, van de wet;

8° de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;

9° de "Académie royale des Sciences" ;

10° het onderwijs voor sociale promotie;

11° de statuten van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

12° het afstandsonderwijs;

13° de bijstand aan personen, zoals bedoeld bij artikel 3, 7°, b) tot f), van het decreet;

14° het jeugdbeleid, zoals bedoeld in artikel 4, 7° van de wet;

15° de organisatie, de werking en de opdrachten van de justitiehuisen en van de bevoegde dienst die de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht organiseert, zoals bedoeld in artikel 5, III, van de wet;

16° de financiering van de toeristische infrastructuur op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

17° de promotie van Brussel op nationaal en internationaal niveau;

18° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

19° het bijwonen van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van het verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 76 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

20° de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens, zoals bedoeld in artikel 4, 9°, van de wet, met uitsluiting van de aangelegenheden bedoeld bij artikel 3, 1°, van het decreet;

21° de sportmedische keuring, zoals bedoeld in artikel 3, 6°, g) van het decreet.

Art. 6. Caroline Désir, Minister van Onderwijs, is bevoegd voor:

1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, met uitzondering van het onderwijs voor sociale promotie, met inbegrip van :

a. het basisonderwijs;

b. het secundair onderwijs;

c. de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de wet, met uitzondering van de opdrachten toevertrouwd aan de "Office de la naissance et de l'enfance";

d. de beroepsomscholing en -bijscholing;

e. het kunstonderwijs met beperkt leerplan;

f. het kunstonderwijs van het secundair niveau;

g. de inspectie van het onderwijs;

h. de parascolaire activiteiten, de hulppersonen voor het onderwijs en de informatie;

i. de post- en parascolaire vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 12°, van de wet;

j. de statuten van het personeel van het leerplichtonderwijs, met uitzondering van het hoger onderwijs;

k. de intellectuele, morele en sociale vorming, zoals bedoeld in artikel 4, 14°, van de wet;

l. de psycho-medisch-sociale centra;

m. het gespecialiseerd onderwijs;

n. de Europese scholen;

o. de schooloriëntatie;

p. de netoverschrijdende sturing.

Art. 7. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 8. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2016 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 10. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 2019.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op
"Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DÉSIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204342]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant interdiction de l'usage de certains ustensiles en plastique à usage unique dans les établissements ouverts au public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6;

Vu le décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement, l'article 450;

Vu l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages, tel que modifié;

Vu l'avis 65.783/4 du Conseil d'Etat donné le 24 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport établi le 26 juin 2018 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant la hiérarchie des déchets;

Considérant la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, les articles 4 et 5 et les annexes A et B;

Considérant le développement de la production de matières plastiques pour des applications à faible durée de vie;

Considérant la consommation de ressources et les impacts sur l'environnement découlant de cette production et de l'usage unique d'ustensiles jetables en matière plastique;

Considérant qu'aux termes de la directive un pourcentage élevé des déchets sauvages est imputable à divers produits en plastique;

Considérant le développement de la consommation hors domicile;

Considérant que par établissement ouvert au public il y a lieu d'entendre tout établissement ou lieu, ouvert ou délimité par une enceinte, fixe ou ambulante, accessible à du public de manière continue ou ponctuelle, tel que l'établissement horeca, la cantine scolaire, le lieu de travail, le centre sportif ou culturel, le site de concert de plein air;

Considérant que des alternatives existent pour différents types d'ustensiles, en particulier des alternatives réutilisables ou en d'autres matières;

Considérant le rôle d'exemplarité des pouvoirs publics;

Considérant les risques accrus d'abandon de déchets sur les événements drainant un public important, considérant qu'une exception à l'interdiction des gobelets en plastique à usage unique se justifie pour rencontrer les difficultés opérationnelles propres à certains événements, pour autant que les gobelets soient effectivement collectés sélectivement en vue d'être recyclés;

Considérant qu'il y a lieu de laisser un temps d'adaptation aux acteurs concernés;

Considérant les avis du pôle environnement section déchets, d'Horeca Wallonie, de Fevia et de Comeos;